



COUR D'APPEL DU QUÉBEC



POSTE DE RECHERCHISTE AUPRÈS DE LA MAGISTRATURE

Des postes d'avocat.es-rechercheurs sont offerts au Service de recherche de la Cour d'appel, à Montréal et à Québec, à compter de 2026 :

| Montréal | Québec |
|-------------------------------------|--------------------------------------|
| 1 poste pour l'hiver/printemps 2026 | 3 postes pour l'hiver/printemps 2026 |
| 8 postes pour l'été 2026 | 3 postes pour l'été 2026 |

FONCTIONS: Sous la responsabilité générale de la juge en chef, l'avocat.e-rechercheur travaille en étroite collaboration avec un ou une juge et seconde celui-ci ou celle-ci dans l'exécution de ses fonctions. Habituellement, il ou elle doit, avant l'audition de chaque pourvoi, se livrer à l'examen complet du dossier, résumer les faits essentiels après avoir pris connaissance de la preuve, étudier le jugement dont appel et les prétentions des parties, compléter la recherche documentaire pertinente et analyser le tout en profondeur dans le but de formuler une opinion juridique et d'apporter généralement son soutien au juge. L'avocat.e-rechercheur assiste ensuite à l'audition du dossier et peut être appelé.e à effectuer des recherches supplémentaires. La collaboration de l'avocat.e-rechercheur peut être requise à d'autres fins (conférences, médiation, etc.). Les six (6) premiers mois d'emploi sont reconnus par le Barreau du Québec à titre de stage de formation professionnelle.

CONDITIONS D'ADMISSION: La personne qui souhaite poser sa candidature doit posséder la citoyenneté canadienne ou le statut de résident permanent. Elle doit également détenir un baccalauréat en droit (ou l'équivalent) ou être en voie de l'obtenir. Elle doit, en temps utile, s'inscrire à l'École de formation professionnelle du Barreau du Québec afin d'être admissible au stage à compter de la date d'embauche. Les personnes ayant déjà effectué et réussi leur stage de formation professionnelle ne sont **pas admissibles** au présent concours.

La langue commune de travail est le français. La compréhension de l'anglais est requise, une partie des dossiers d'appel étant présentés dans cette langue, en totalité ou en partie, et la consultation ou l'usage de sources législatives, jurisprudentielles et doctrinales rédigées en anglais étant nécessaire dans plusieurs domaines du droit.

DURÉE DE L'EMBAUCHE: Le contrat est d'une durée de deux ans (6 mois à titre de stagiaire et 18 mois à titre d'avocat.e*). Toutefois, il est entendu que, tenant compte des besoins de l'organisation ou de la qualité du travail, il peut, en tout temps, être mis fin au contrat avant ce terme.

TRAITEMENT ANNUEL

| 2 ans | Statut d'emploi (occasionnel) | Durée | Traitement présenté sur <u>une base annuelle</u> |
|-------|-------------------------------|-------------|--|
| | Stagiaire | 0 à 6 mois | 61 793 \$ * |
| | Avocat.e | 7 à 24 mois | À partir de 69 721 \$** |

*Ce taux de traitement est déterminé conformément à l'article 36 b) de la *Directive concernant les emplois étudiants et les stages dans la fonction publique*. Le salaire inscrit est celui en vigueur au 1^{er} janvier 2023 pour un.e stagiaire détenant une scolarité de niveau baccalauréat et inclut une majoration de 6,5% pour certains avantages sociaux.

** Après la réussite du stage du Barreau, nomination à titre d'avocat.e au lendemain de l'assermentation et sous réserve de la passation de moyens d'évaluation. Le traitement indiqué inclut une majoration d'horaire établie à 37,5 heures/semaine. Le candidat peut se voir reconnaître de la scolarité additionnelle à celles exigées par l'emploi.

+ Paiement de la cotisation professionnelle

ENTENTES AVEC L'UNIVERSITÉ LAVAL ET L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL : Des ententes avec l'Université Laval et l'Université de Montréal permettent aux avocat.es-rechercheurs d'obtenir, aux fins de certains programmes d'études de deuxième cycle en droit, des crédits d'équivalence pour le stage et les travaux réalisés dans le cadre de leurs fonctions. Pour de plus amples informations, prière de communiquer avec Me Laurent Ouellet ou Me Chloé Rousseau-Duchesne (voir coordonnées ci-dessous).

Date limite d'inscription : 23 JANVIER 2025

et **Modalités d'inscription** (fournir les documents suivants) :

Un dossier complet comprend les documents suivants :

1. Le *Formulaire de candidature* (disponible sur le site web de la Cour).
2. Une lettre de présentation motivant votre intérêt pour la fonction.
3. Un curriculum vitae à jour.
4. Deux lettres de recommandation (dont l'une, préférablement, d'un professeur de droit). Les répondant.es doivent envoyer leur lettre directement à la Cour d'appel par la poste ou par courriel aux coordonnées ci-dessous. Les lettres doivent être **signées** et adressées à l'attention de l'honorable Marie-France Bich, j.c.a., pour les postes de Montréal, et de l'honorable Jocelyn F. Rancourt, j.c.a., pour les postes de Québec.
5. Des copies numérisées (PDF) des relevés de notes des études en droit (baccalauréat et études supérieures, le cas échéant). Les relevés officiels seront requis uniquement des personnes qui recevront une offre de stage.
6. Des copies numérisées (PDF) des relevés de notes :
 - (a) de toutes les études universitaires autres qu'en droit;
 - (b) de l'École du Barreau, le cas échéant.
7. Une copie d'un travail individuel de recherche réalisé dans le cadre des études en droit. Il peut s'agir d'une copie d'un travail d'équipe, auquel cas la ou les sections rédigées par le ou la candidat.e doit être indiquée clairement. Les mémoires produits dans le cadre d'un tribunal-école ou d'un concours de plaidoirie ne sont pas acceptés.
8. Une copie de la preuve de résidence permanente, s'il y a lieu.

À l'exception des lettres de recommandation (voir no. 4 ci-dessus), ces documents doivent être expédiés **par courriel** par le ou la candidat.e **dans un seul envoi** à l'adresse suivante : recrutementcourdappel@judex.qc.ca (copie conforme à ginette.landry@judex.qc.ca et josee.lebel@judex.qc.ca).

Les documents requis doivent être intitulés selon le modèle suivant :

| Documents | Dénomination |
|---------------------------------|---|
| Formulaire de candidature | Nom, Prénom, Formulaire |
| Lettre de présentation | Nom, Prénom, Lettre de présentation |
| Curriculum Vitae | Nom, Prénom, CV |
| Lettres de recommandation | Nom, Prénom, Recommandation |
| Copies de relevés de notes | Nom, Prénom, Relevé 1 (Relevé 2, 3, etc. s'il y en a plus d'un) |
| Copie d'un travail de recherche | Nom, Prénom, Travail de recherche |
| Preuve de résidence permanente | Nom, Prénom, Résidence |

Pour de plus amples renseignements, prière de communiquer avec les personnes-ressources suivantes :

Montréal

Mme Ginette Landry – Stage 2026
Cour d'appel du Québec
Édifce Ernest-Cormier
100, rue Notre-Dame Est, bureau 3.41
Montréal (Québec) H2Y 4B6

Téléphone : 514 393-2040 – poste 51279

Courriel : ginette.landry@judex.qc.ca

Cc : laurent.ouellet@judex.qc.ca

Québec

Mme Josée Lebel – Stage 2026
Cour d'appel du Québec
300, boul. Jean-Lesage, bureau R.436/R.462
Québec (Québec) G1K 8K6

Téléphone : 418 649-3568 (poste 42443)

Courriel : josee.lebel@judex.qc.ca

Cc : chloe.rousseau-duchesne@judex.qc.ca

Un dossier incomplet à chacune des étapes peut entraîner le rejet de la candidature, sans préavis. Avant la date d'entrée en fonction, la personne candidate retenue pour un poste s'engage à fournir une copie officielle du document « Relevé de notes du Barreau » démontrant que tous les objectifs ont été réussis, une copie du diplôme en droit, ainsi que le relevé de notes final, officiel et complet de ses études en droit. Nous remercions tous ceux et celles qui soumettront leur candidature. Seules les personnes dont la candidature sera retenue aux fins d'entrevue seront contactées.

Date des entrevues : Février 2025

Entrée en fonction : Voir tableau ci-haut